

## Référendum constitutionnel sous tension au Burundi

@rib News, 16/05/2018 Source Reuters Les Burundais sont appelés à se prononcer jeudi sur un projet de réforme constitutionnelle qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034, mais risque aussi d'exacerber des tensions ethniques toujours fortes.

Plus d'un demi-million d'habitants ont trouvé refuge à l'étranger depuis sa réélection marquée de violences, en 2015. Le Burundi présente la même composition ethnique que le Rwanda voisin, où la constitution a également été modifiée il y a trois ans pour permettre au président Paul Kagame de rester au pouvoir. L'opposition et les mouvements de défense des droits de l'homme font état d'arrestations, de dispersions de rassemblements en faveur du "non" et de menaces de mort, mais le gouvernement promet un scrutin libre et équitable. Signe des tensions qu'il suscite, le secrétaire général du CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie), dont le chef de l'Etat est issu, a qualifié cette semaine les adversaires de la réforme d'"ennemis de la nation". La BBC a par ailleurs été interdite d'antenne ce mois-ci pour avoir relayé des opinions "inappropriées". Voice of America a subi le même sort, mais assure que ses émissions en langue locale sont toujours diffusées sur les ondes courtes. Pierre Nkurunziza, ancien professeur de sport qui a combattu dans les rangs des Forces de défense de la démocratie pendant la guerre civile, appartient à la majorité hutue. Il est arrivé au pouvoir en 2005, à la fin du conflit qui a fait 300.000 morts. Son projet de réforme, qui l'autoriserait à briguer deux nouveaux septennats, a toutes les chances d'être approuvé, mais à ses détracteurs, pour lesquels il était éligible en 2015, craignent des exactions de la part des Imbonerakure, la section de jeunesse du CNDD-FDD dont le nom signifie littéralement "ceux qui voient loin", en kirundi. "Les Imbonerakure ont passé des nuits entières dans les villages, à dire à nos membres de ne pas assister à nos réunions, faute de quoi ils pourraient être arrêtés, poursuivis ou tués", a déclaré Pierre Clémentin Ndikumana, membre de la coalition d'opposition Amizero y'Abarundi. Au ministère de l'Intérieur, on parle d'"un mensonge flagrant". Pour Lewis Mudge, de Human Rights Watch, la réforme sera adoptée sans difficultés et sans heurts, du fait du climat de terreur qui règne au Burundi. "Personne n'osera s'y opposer dans un effort concerté", a-t-il déclaré. De nombreux réfugiés burundais vivent au Rwanda, où 800.000 Tutsis et Hutus modérés ont été massacrés en 1994 par des extrémistes hutus. La réforme proposée prévoit notamment de porter de cinq à sept ans la durée d'un mandat présidentiel et de limiter à deux mandats successifs l'exercice du pouvoir, sans prendre en compte les mandats passés.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});